GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – QUESTION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	11.02.2023	14h03	23.322	DFS
Annule et remplace				

Auteur-e(-s) : Romain Dubois

Titre : Suppléance dans les Conseils généraux, entrée en vigueur retardée ?

Contenu :

La suppléance permet d'augmenter la fréquentation des législatifs et d'assurer la relève : son importance exige une entrée en vigueur rapide, *a fortiori* en cas d'adoption sans opposition (par exemple : Boudry, Val-de-Travers).

Le Conseil d'État refuse-t-il que l'institution de la suppléance dans les Conseils généraux entre en vigueur en cours de législature ? Le cas échéant, sur quelle base légale ? Et en vertu de quelle logique, sachant qu'il est déjà possible pour le Conseil communal de nommer un conseiller général en cas de vacance ?

Souhait d'une réponse écrite : OUI

Auteur-e ou premier-ère signataire : prénom, nom (obligatoire) :

Romain Dubois

Autres signataires (prénom, nom) :

Sarah Fuchs-Rota

Autres signataires suite (prénom, nom) :

Autres signataires suite (prénom, nom) :

Réponse écrite du Conseil d'État, transmise aux membres du Grand Conseil le 8 mars 2023

La faculté offerte aux communes de prévoir l'élection de suppléants des conseillers généraux est un thème récurrent, discuté depuis plus de quinze ans. En 2005, le Grand Conseil (GC) avait refusé d'introduire cette faculté pour les communes d'élire des membres suppléants au Conseil général (CG).

À la suite d'une initiative de la Commune de La Tène, l'ouvrage a été remis sur le métier et le GC a changé son fusil d'épaule en 2019 et a calqué le système des suppléants communaux sur celui en vigueur au GC, cela sans toutefois l'imposer aux communes.

La loi portant modification de la loi sur les communes (LCo) et de la loi sur les droits politiques (LDP) (réforme des institutions – 2^e volet), adoptée le 26 juin 2019, a introduit la faculté pour les communes de prévoir un système de suppléance pour les membres du CG. Elle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

En vertu de l'art. 95 al. 4 LDP, l'élection des membres suppléants se fait selon l'alinéa 1. Pour le surplus, les dispositions qui régissent l'élection du GC sont applicables par analogie. Et l'alinéa 1 dudit article de préciser que « dans les deux systèmes électoraux (système de la représentation proportionnelle et système majoritaire à un tour) applicables aux élections communales, les candidats non élus sont réputés suppléants pour leur liste dans l'ordre du nombre de suffrages nominatifs obtenus ».

Et l'art. 63a al. 1 LDP de préciser que les député-e-s suppléant-e-s sont élus en même temps et sur la même liste que les député-e-s du GC.

Il ressort clairement de ces dispositions que l'élection des conseillers généraux et conseillères générales suppléantes doit avoir lieu en même temps que l'élection du CG. Il convient donc que la disposition réglementaire modifiant le règlement général de commune (RGC) et prévoyant l'introduction de conseillers généraux suppléants dans les communes ait été adoptée avant les élections communales pour être applicable lors de ces élections.

Les communes ont été informées en 2019, avant l'entrée en vigueur de la loi, de cette faculté, et invitées le cas échéant à réviser leur réglementation afin d'introduire cette faculté pour les élections communales de 2020. Plusieurs communes ont fait usage de cette faculté. Les élections communales de 2020 ont permis dans ces communes d'élire des suppléants communaux en même temps que les conseillers généraux. Les communes qui ont introduit ce nouveau droit dans leur réglementation après 2020 ont été informées qu'il n'entre en application qu'à compter de la prochaine période administrative 2024-2028 pour les autorités issues des élections de 2024.

L'introduction de suppléants au CG porte sur un droit politique que la loi a accordé aux communes, non sur un droit autonome des communes. Pour des raisons relevant de la sécurité juridique, les communes ne sauraient être autorisées à introduire ce nouveau droit indépendamment des élections communales. Le service juridique, consulté à l'époque, partage cet avis.

Une exception avait toutefois été consentie en faveur de la Ville de Neuchâtel, pour des raisons exceptionnelles liées au calendrier de sa fusion avec ses communes voisines, que nous esquissons ci-dessous.

La Ville de Neuchâtel avait fait part de sa volonté d'introduire ces suppléants sans délai, mais n'a de fait pas pu présenter la modification réglementaire à son CG avant les élections communales de 2020, en raison du calendrier de la fusion. La convention de fusion datait de 2016 et ne pouvait donc pas prévoir cette nouvelle faculté. En 2020, la nouvelle commune n'existait pas encore. Il résulte de cet état de fait que les élections communales organisées à l'automne 2020 ne pouvaient prévoir l'élection de suppléants. Cela dit, la modification réglementaire déjà esquissée auparavant par les anciennes autorités de la Ville a été présentée sans délai par le Conseil communal de la nouvelle Ville de Neuchâtel sorti des urnes au nouveau CG de la nouvelle commune le 9 novembre 2020, avant l'avènement de la nouvelle Ville le 1^{er} janvier 2021. Et cette modification est entrée en vigueur avec l'accord de l'État dès l'entrée en fonction de la nouvelle entité fusionnée le 1^{er} janvier 2021. Il a en effet été admis qu'il eût été disproportionné d'attendre les élections de 2024 pour introduire ces suppléants, considérant les circonstances qui objectivement ne permettaient pas à la Ville de Neuchâtel issue de la fusion avec ses voisines de faire adopter ces dispositions avant les élections de 2020.